



Déclaration CSA-D « carte scolaire »

Vendredi 23 février 2024

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D,

Après une ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse, des Sports, des Jeux Olympiques et paralympiques, voici que nous avons désormais une Ministre de l'Education Nationale et de la Monnaie de Paris. La dernière trouvaille de notre ministère nous fait bondir.

2 euros ? Serait-ce ce que méritent nos élèves ? Des écoles du Pas-de-Calais sont-elles concernées par cette aumône ? Il serait intéressant de sonder les parents dont leurs enfants sont scolarisés dans une école qui serait victime d'une fermeture de classe, organisant des rassemblements et des écoles mortes partout dans le département. Nul besoin de le faire, la réponse sera la même que celles que vous ont donné l'ensemble des organisations syndicales la semaine dernière, concernant le projet de carte scolaire dans le Pas-de-Calais : un vote UNANIME contre.

2 euros par élève dans le cadre de cette année olympique : Nous avons d'abord vérifié s'il ne s'agissait pas d'une fake news, mais non. Devrons-nous faire une quête à la sortie des écoles pour les récupérer afin d'avoir enfin un financement indirect de l'Etat pour acheter du matériel pédagogique et sportif, qui fait cruellement défaut

dans les écoles du département ? Ou pour organiser des journées olympiques primaires ?

2 euros pour les enseignant-es des classes concernées : est-ce cela la revalorisation salariale historique tant vantée par le gouvernement et tant attendue par nos collègues ?

2 euros pour 4 millions d'élèves et leurs enseignants, accompagnés de la campagne d'envoi et de communication que cela engendrera, cela représentera au final 16 millions d'euros.

16 millions d'euros ! Voilà ce que coûtera ce coup de com' présidentiel. Combien de postes cela représente t-il, alors que l'ensemble de la communauté éducative se bat pour maintenir à flot le bateau « Education Nationale » ? Les personnels, les élus du département, les parents d'élèves se mobilisent depuis 3 semaines contre une carte scolaire qui dégradera encore davantage les conditions de travail et d'enseignement dans le département. Et le ministère continue de faire l'autruche

Il est certain que si le département devait participer aux JO, le Pas-de-Calais n'aurait au mieux que la médaille en chocolat.

Mais en ce jour, c'est CARTON ROUGE !

Faute à quoi ?

- Faute à une inclusion qui se fait sans les moyens nécessaires. Manque d'AESH, manque de structures, manque d'enseignants spécialisés. Une inclusion

accompagnée paradoxalement de multiplication de documents administratifs à remplir. Il n'est pas rare qu'un.e enseignant.e remplisse 50 pages de documents divers pour ne pas voir d'amélioration au final. Pire, beaucoup de nos collègues disent être infantilisé.e : « il faut faire comme-ci, il faut faire comme-ça, vous devriez faire ça... », quand ça n'est pas elles et eux qui sont remis.es en cause dans leur gestes professionnels. Bien souvent, les conseils contradictoires se succèdent, les enseignant.es sont malmené.es dans leur professionnalisme.

Faute à quoi ?

- Faute aussi aux injonctions et aux pressions hiérarchiques.

La dernière en date : « une fermeture est prévue dans votre école, mais ne dites rien aux parents d'élèves. Rappelez-vous votre devoir de réserve ».

Mais de qui se moque-t-on ? Heureusement, la FSU-SNUipp n'en a cure elle, du devoir de réserve, pour alerter la profession, les élu-es, les familles, des dangers du manque de moyens. Notre ministère a mis en place une opacité totale dans les opérations de mouvement et de promotion. Et si les enseignant.es veulent obtenir des informations sur leur propre carrière, la réponse qui leur est faite c'est : « circulez ! y a rien à voir », ou alors, « la loi de transformation de la fonction publique ne nous oblige pas à vous donner les éléments de réponses que vous demandez ». Les personnels n'ont plus confiance en leur hiérarchie, et encore moins en leur ministère de la Monnaie!

Et que leur demande-t-on ? D'appliquer la même méthode et de devenir un rouage du « pas de vague » en faisant pareil avec les parents d'élèves élu.es au conseil d'école, risquant, de ce fait, de perdre la confiance des parents.

Faute à quoi ?

- Faute également au fait que leurs cris d'alarme ne soient ni écoutés, ni entendus.

Il n'est pas acceptable que la suppression de 89 postes de professeurs des écoles soit actée dans notre département, pourtant sinistré.

Alors oui ! LA FSU-SNUipp, pour contrer toute cette omerta, œuvre pour transformer l'essai et viser la médaille d'or.

POURQUOI ?

Un projet porteur s'assume. Le fait est que l'inspection académique a souhaité passer son projet de carte scolaire en fournissant le moins d'informations possibles, sans bruit.

La FSU-SNUipp FSU 62, elle, a souhaité selon ses principes d'équité et de transparence, informer sur le projet de carte scolaire dans le département! De nombreux parents d'élèves et de nombreux.euses élu.es nous en ont remerciés. Et si les mobilisations sont si nombreuses et si médiatisées, c'est qu'ils se soucient de la réussite de leurs enfants et la FSU-SNUipp a soutenu, soutient et soutiendra encore toutes les écoles qui se sont mobilisées ou qui se mobiliseront. Encore hier, des enseignant.es étaient en grève, pour refuser une dégradation de leurs conditions de travail, pour manifester leur opposition au projet de fermetures dans le département et être auprès des familles de leurs élèves et des élu.es.

Selon son principe de transparence, la FSU souhaite rappeler qu'elle n'est pas contre les fermetures, lorsque celles-ci se justifient par une vraie diminution des

effectifs et qu'elles ne dégraderont ni les conditions de travail des enseignant.es ni les conditions d'apprentissage des élèves.

De même pour notre fédération, les postes récupérés par des fermetures doivent être réutilisés de manière réfléchie, pour alléger des effectifs de classes d'autres écoles, renforcer le RASED, améliorer le remplacement, recréer des maitre.sses supplémentaires...Alors oui, certaines fermetures de classes auraient été mieux acceptées par les enseignant.es, les parents et les élu.es si les postes récupérés avaient été utilisés pour améliorer les conditions de travail et d'enseignement pour l'ensemble des personnels et écolier.es dans le Pas de Calais.

Certainement pas pour financer le port de l'uniforme par exemple, pour lequel la FSU-SNUipp est opposée, et constate un rejet massif dans la profession et auprès des familles.

Enfin, nous tenons à vous rappeler que la présence de la FSU et de ses syndicats dans les groupes de travail et les instances n'a pas pour objectif d'aider l'Administration à mettre en œuvre des projets qui ne correspondent pas aux attentes du terrain, mais bien à contribuer, entre autres, à l'amélioration des conditions de travail des personnels, dans le but de faire réussir tous les élèves sans en laisser au bord de la route.

Nos attentes sont concrètes avec la tenue de ce deuxième CSAD : nous espérons avoir de bonnes nouvelles à annoncer ce midi à la profession qui est très inquiète, et aux médias qui nous attendent. Le département du Pas de Calais ne rendra pas de postes au ministère. Nous espérons, Monsieur le directeur académique, que vous avez œuvré et que vous oeuvrerez encore auprès du ministère pour que les écoles du Pas-de-Calais puissent enfin faire la Une des médias, non pas pour des drames ou des

mobilisations, mais pour leur exemplarité dans leurs conditions de travail et leurs conditions d'apprentissage.